



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

Service de coordination de la recherche
et de l'innovation pédagogiques
et technologiques

Zukunftsdesch politesch Bildung zu Lëtzebuerg

sous le patronage du Président de la Chambre des Députés
le 23 avril 2015 au Lënster Lycée à Junglinster



1

« Les hommes en effet ne naissent pas citoyens, mais le deviennent. »
Spinoza

Contexte

L'éducation à la citoyenneté est une des priorités de la politique éducative du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. La journée s'adresse à tous les professionnels dans le domaine de l'éducation formelle et non formelle. Elle est organisée par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques du MENJE.

Objectifs

L'objectif est triple:

- évaluer la situation actuelle de l'éducation à la citoyenneté au Grand-Duché de Luxembourg,
- promouvoir l'échange entre les différents acteurs de l'éducation à la citoyenneté formelle et non-formelle,
- déterminer les besoins futurs pour une éducation à la citoyenneté adaptée aux défis de la société luxembourgeoise.

Programme

- 8h30 : Accueil des participant-e-s
- 9h00 : Ouverture par Monsieur Mars di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés et Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- 9h15: Introduction par Michèle Schilt et Marc Schoentgen (MENJE, SCRIPT) „Politesch Bildung – wat ass dat?“
- 9h30-10h30 : Forum des experts 1
- 10h30-11h00: Présentation par Madame Christiane Meyers (Uni.lu, INSIDE) „Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg“
- 11h00-12h00 : Forum des experts 2
- 12h30-13h30 : Pause de midi
- 13h45 : Introduction par Monsieur Christophe Bright (chargé de mission CGIL) „Empfehlungen der Jugend an die Politik. Ergebnisse des Dialogue structuré européen.“
- 14h00-15h30 : Ateliers thématiques „Perspektiven für Luxemburg“
- 16h00-17h00 : Bilan de la journée et perspectives.

2

Recueil des présentations et des rapports d'ateliers



3

Remarques:

Le document présent rassemble les idées et conclusions des différents forums et ateliers.

Il s'agit d'une synthèse des présentations montrées par les experts et des différents rapports des ateliers. Si l'un des sujets vous intéresse particulièrement, n'hésitez pas à nous demander la version intégrale des documents.

Michèle Schilt (michele.schilt@education.lu)
Marc Schoentgen (marc.schoentgen@education.lu)
Coordinateurs pour l'éducation à la citoyenneté
MENJE, SCRIPT-INNO
juillet 2015

Table des matières

Forums des experts

1. Nicht nur in der Schule! - Politische Bildung in Deutschland
2. Peut-on enseigner l'éducation à la citoyenneté?
3. Jugendliche im öffentlichen Raum. Jugendarbeit in Luxemburg
4. Kinder an der Demokratie beteiligen - geht das?
5. Strukturen politischer Beteiligung für Jugendliche. Jugendparlament, CNEL und Co.

Vortrag I: Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg.

Vortrag II: Empfehlungen der Jugend an die Politik. Ergebnisse des *Dialogue structuré européen*.

Ateliers

- I. Ein « Zentrum für politische Bildung » für Luxemburg!
- II. Statt nur Fachlehrer und Kinderhüter: neue Erzieher- und Lehrer/innen braucht das Land!
- III. Raus aus der Schule, rein ins Leben!
- IV. Kita - kleinste politische Einheit!
- V. Schule demokratisieren!
- VI. Deviens citoyen!
- VII. Parteien, Gewerkschaften, Medien und NGOs – Kraftquellen der Zivilgesellschaft!

5

FORUM 1

Nicht nur in der Schule! - Politische Bildung in Deutschland

Voraussetzungen und Herausforderungen für eine gelungene politische Bildung. Wer kann/ darf/ muss politische Bildung leisten ?

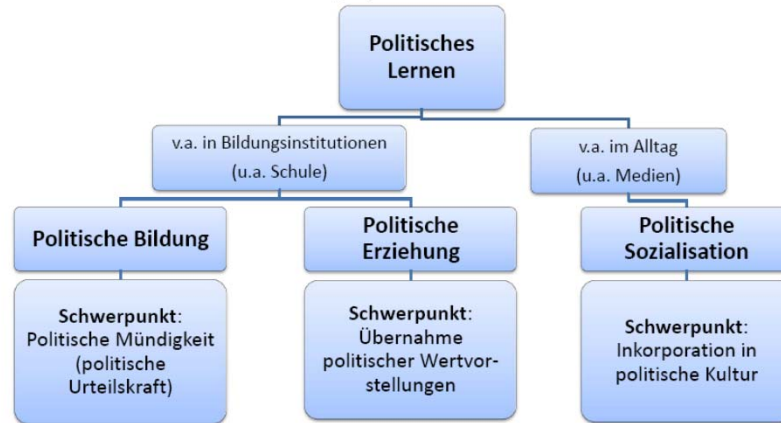
Expert : Thomas GOLL (TU Dortmund, Gesellschaft für Politikdidaktik, politische Jugend- und Erwachsenenbildung GPJE)

Public-cible : tous/toutes

Langue : allemand

Rapporteur: Laurent Haas (MENJE, SCRIPT-IFC)

Begriffsklärung: Politische Bildung als Teilmenge politischen Lernens



Prof. Dr. Thomas Goll
Luxemburg – 23.04.15

tu technische universität
dortmund

7

WER: Politische Bildung in Deutschland – Überblick

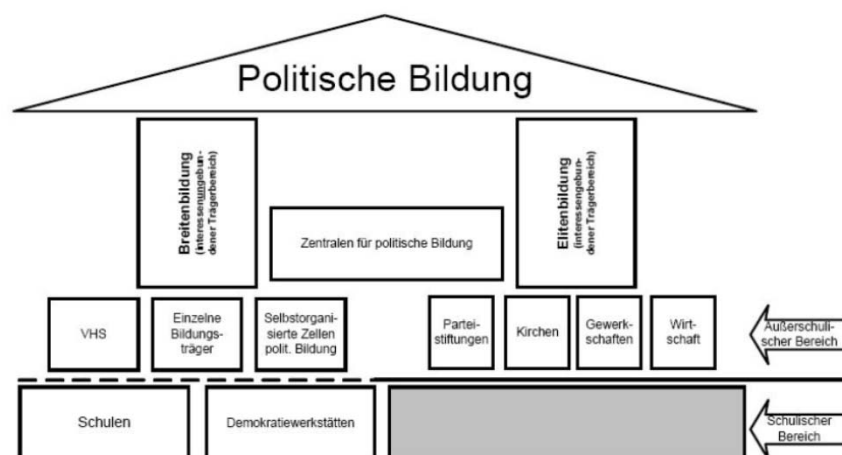


Schaubild: Rudolf 2003: 76

Prof. Dr. Thomas Goll
Luxemburg – 23.04.15

tu technische universität
dortmund

8

WER und WIE: Rahmung der pol. Bildung in Deutschland

Politische Bildung im **schulischen Kontext** geschieht i.d.R. nicht freiwillig, d.h.

- Teilnehmer/innen entscheiden nicht selbst, ob sie Angebote wahrnehmen;
- Teilnehmer/innen haben zwar spezifische Interessen, aber diese müssen sich nicht mit dem Unterricht decken;
- Teilnehmer/innen haben begrenzten Einfluss auf die Gestaltung der Bildungsangebote.

Politische Bildung im **außerschulischen Kontext** geschieht i.d.R. freiwillig, d.h.

- Teilnehmer/innen entscheiden selbst, ob sie Angebote wahrnehmen;
- Teilnehmer/innen haben spezifische Interessen, die sie wiederfinden müssen;
- Teilnehmer/innen definieren Bildungsangebote makro- und mikrodidaktisch mit.

Prof. Dr. Thomas Goll
Luxemburg – 23.04.15

tu technische universität
dortmund

9

UND NUN: Herausforderungen für die politische Bildung

- Politische Bildung in Deutschland IST institutionell gesichert.
- Aber: Politische Bildung braucht eine nachhaltige Rahmung (z.B. Finanzierung).
- Politische Bildung verfügt über einen Grundkonsens (Beutelsbach).
- Aber: Muss politische Bildung nicht geradezu parteiisch sein und politikferne Menschen zur Politik „überwältigen“?
- Politische Bildung MUSS auf gesellschaftlichen Wandel reagieren (z.B. Migration).
- Aber: Politische Bildung kann nicht als FEUERWEHR wirken.
- Politische Bildung ist notwendig zur Sicherung der Demokratie.
- Aber: Wie kann der Nachweis nachhaltiger Lernerfolge tatsächlich erbracht werden?

Prof. Dr. Thomas Goll
Luxemburg – 23.04.15

tu technische universität
dortmund

10

FORUM 2

Peut-on enseigner l'éducation à la citoyenneté?

Trois modes de présence pour l'éducation à la citoyenneté : vie scolaire, collaborations entre disciplines, temps spécifique accordé à l'éducation à la citoyenneté.

Expert : François AUDIGIER (Professeur honoraire, didactiques des sciences sociales, Université de Genève)

Public-cible : enseignant-e-s (EF/ES/EST), directeurs et présidents d'écoles

Langue : français

Rapportrice: Véronique Krettels

11

« Politique » – définition

Le politique est l'espace où des citoyens égaux en droits et en dignité expriment leurs **différences** d'opinions, d'intérêt, de croyances, d'attentes et **négocient** des **accords** constamment renouvelés pour vivre ensemble

Éducation à la citoyenneté (EC) – définition

- éducation au **droit**
- éducation au **pouvoir**
- dimension plus 'affective', travail sur l'**appartenance**, les appartenances, l'**identité**, les identités...

12

Trois modes de présence complémentaires, pour l'EC

- a. vie scolaire, pratiques, expériences => une organisation de l'institution scolaire qui donne des droits et des pouvoirs aux élèves
- b. temps spécifique, il y a des savoirs nécessaires, des connaissances spécifiques à construire => un moment, un curriculum...
- c. approche des problèmes de société => plusieurs disciplines

La vie scolaire, temps et espace 'hors enseignement'

Faire de l'école un **espace de droits**

- **droits des élèves, droits de toutes les personnes** qui travaillent et interviennent à l'école
- dispositifs et pratiques permettant l'**exercice de ces droits**

L'**établissement**, son fonctionnement, les pratiques et attitudes des personnels
et

la **non-contradiction** avec les principes et valeurs que l'on veut enseigner et transmettre

13

- reconnaître les **tensions entre valeurs** de l'école, intentions de formation, et **fonctionnement réel** de la société. Travailler sur la **distance**...
- assumer cette tension entre **prendre au sérieux la parole** des élèves et les **aider à construire cette parole**
- affirmer la **responsabilité première** de toute personne détentrice d'une **autorité** quel que soit le secteur de la vie sociale et donc aussi à l'école

Des approches 'poly-disciplinaires'

- Étude des questions du **monde d'aujourd'hui** => intervenir dans le **débat** public
- « Questions sociales vives » (dans lesquelles on ne trouve pas de solutions - on n'enseigne pas des vérités absolues: question ouverte d'actualité sans réponse systématique -> « ouvrir la réflexion vers le futur et non en fonction du passé »)
- « Le monde n'est pas disciplinaire, les élèves non plus », l'action et la décision, notamment politique, pas plus...

14



St P. Perrenoud
L'école est-elle le creuset de la démocratie?
Chronique Sociale 2003

Une exigence : la formation des enseignants est absolument nécessaire

Des compétences citoyennes (Audigier 2000)

1. Compétences cognitives:

- Compétences d'ordre **juridique** et **politique**
- Connaissances sur le **monde actuel**
- Compétences de type **procédural**

2. Compétences éthiques et choix de valeurs

- Connaissances des **principes** et **valeurs** des **droits de l'homme** et de la citoyenneté démocratique

3. Capacités d'action, compétences sociales

- Capacité à vivre avec d'autres, à coopérer
- Capacité à résoudre les conflits selon les principes du droit démocratique
- Capacité à intervenir dans le débat public

Discussion:

*Constat: EC n'est pas une branche spécifique, il faut la vivre au quotidien.
Comment le réaliser?*

-> Nécessité d'un concept général et donc nécessité d'avoir des méthodes et d'appliquer une didactique se définissant de l'approche par problèmes de problèmes de la vie quotidienne.

1. **Institutionnaliser les « Conseils de classe » ?** (Klassenrat)
2. **Comité des élèves /conseil d'éducation** est institutionnalisé. Point faible (e.a.): il faut les accompagner, pousser à l'action, inspirer, les encourager à prendre la parole, donner un budget...
3. **Contenu de cette EC ? Constat : Les institutions politiques n'intéressent pas les plus jeunes ; les conflits politiques les intéressent par contre, d'où la nécessité de partir par un problème concret.**
 - Responsabilité des élèves pour une vraie éducation à la citoyenneté « Prendre des décisions qui les concernent ».
 - « N'importe quel régime autoritaire pourrait faire un programme normatif » ; élément participatif est essentiel.
 - Briser les cadres traditionnels : individualiser les élèves au détriment de la responsabilité collective et de l'assurance collective derrière lesquelles l'individu peut se cacher.

17

4. « Travailler sur l'attitude du professeur par rapport aux jeunes »

Est-ce qu'un enseignement à l'éducation à la citoyenneté est vraiment possible dans le cadre de l'autorité de l'école où le risque de sanction persiste ?

Concept : Qu'est-ce que la légitimité de l'autorité ? Qu'est-ce que l'autorité ?

Problèmes actuels :

- Nature des relations (faire de l'autorité) entre élèves et professeurs impose des limites
- Vue limitée des professeurs spécialisés : les professeurs qui se définissent comme germaniste, mathématicien ou historien et non en tant qu'enseignant
- « Le métier d'élève est d'avoir de bonne note ».
- On attend des élèves un comportement civique beaucoup plus poussé que l'on ne l'attend des adultes.

5. Est-ce qu'il faut institutionnaliser la collaboration du formel (éducation) et du non formel ?

- Expériences positives de collaboration volontaire: des ONG qui interviennent avec différents programmes au fondamental et au secondaire et qui suivent une classe pendant une année entière ou pour élaborer des règles de vie dans les écoles (pendant deux journées).

18

FORUM 3

Jugendliche im öffentlichen Raum. Jugendarbeit in Luxemburg

Partizipation von Jugendlichen findet in Luxemburg auf vielen Ebenen statt. Beispiele aus der Praxis.

Expert : Claude BODEVING (MENJE, Service national de la Jeunesse SNJ)

Public–cible : éducateurs/éducatrices, représentant-e-s des ONG

Langue : luxembourgeois

Rapportrice: Kim Schortgen

19

Définition « Participation »

*« Partizipation will die Beteiligung und das Empowerment (Ermächtigung) von Jugendlichen erreichen, damit sie sich selbstorganisiert für ihre Interessen einsetzen und soziale Verantwortung übernehmen können. »
(Kantonale Kinder- und Jugendbetreuung, Zürich)*

- La participation est inscrite comme une des missions du travail en faveur des jeunes dans plusieurs textes législatifs, dont notamment le « règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour jeunes » chapitre 3 - Article 6

« Les services (...) ont essentiellement pour mission :

(...) de développer une citoyenneté critique active et responsable

4. de participer au développement d'une politique socioculturelle de démocratisation par la mise à disposition d'outils de participation (...)

5. de garantir par des actions diversifiées une participation active des jeunes à la conception, la réalisation, la gestion et l'évaluation des actions.(...) »

20

La participation est également décrite comme méthode pédagogique et comme champ d'action spécifique dans les lignes directrices sur l'éducation non-formelle des enfants et des jeunes.

www.enfancejeunesse.lu/leitlinien

On distingue 5 niveaux de participation différents:

- Niveau de « l'individu »
- Niveau « groupes »
- Niveau « structure »
- Niveau « gestionnaire »
- Niveau « commune »

Plus spécifiquement au niveau « commune », on peut noter qu'un des défis majeurs est la participation des jeunes dans l'espace public (*öffentliche Freiräume, öffentlich zugängliche verhäuslichte Räume, institutionalisierte öffentliche Räume*) et notamment la consultation des jeunes lors de l'aménagement d'un espace public.

21

Discussion:

Réflexions de départ :

1. Besoin d'une définition commune des concepts de compétence politique (politische Fähigkeiten), ainsi que de la « participation ».
2. La participation est une partie de l'éducation politique (politische Bildung).
3. Une condition de base à la participation est l'information.
4. Il n'y a pas de tradition de discussion controversée (Streitkultur) au Luxembourg.

Les jeunes ont envie de « participer » quand les sujets les intéressent et les concernent directement. Nous y retrouvons une connotation affective (Charlie Hebdo, grève des élèves et étudiants, accidents récents des avions).

22

- Une des missions de l'enseignement formel est clairement et indiscutablement l'éducation politique et la mise en place d'une culture de la participation auprès des enfants et des jeunes.
- Malheureusement, il n'existe à ce jour pas de stratégie globale en matière d'éducation politique au Luxembourg (mise en œuvre du concept de la participation). Chaque directeur/enseignant/éducateur peut choisir l'approche pédagogique qu'il veut appliquer dans son école/institution/classe/maison-relais etc.
- La participation des jeunes ne doit pas constituer l'objectif d'une seule structure, mais au contraire, constituer un objectif commun de l'ensemble des services pour jeunes, ainsi que des services d'éducation et d'accueil pour enfants.

23

Besoins:

- Besoin d'une stratégie générale
- Besoin de formation continue
- Besoin d'un centre de ressources et d'informations
- Le cursus de l'enseignement formel ne prévoit pas cet apprentissage de l'approche participative, bien que le tutorat y soit ancré de façon institutionnelle. Notre système d'enseignement s'inscrit dans une longue tradition de pédagogie « à l'ancienne », un système dans lequel l'enseignant est le détenteur absolu du savoir et du pouvoir. S'engager sur la voie de la participation des élèves impliquerait de renoncer à une partie de ce pouvoir, démarche qui effraye plus d'un acteur éducatif.

24

FORUM 4

Kinder an der Demokratie beteiligen - geht das?

Wie können Dreijährige an Entscheidungsprozessen beteiligt werden ? Zusammenleben und soziales Lernen an Luxemburger Kindertagesstätten.

Expert : Manuel ACHTEN (MENJE , Service de l'éducation et de l'accueil)

Public-cible : éducateurs/éducatrices, représentant-e-s des ONG

Langue : luxembourgeois

Rapporteur: Götz Empel (MENJE, Service de l'éducation et de l'accueil)

25



Der Paradigmenwechsel: Der kindzentrierte Ansatz

- **Kindzentrierte** statt institutionszentrierte (-> institutionsübergreifende) Sicht :
 - > strukturelle Zusammenarbeit von der praktischen bis zur ministerialen Ebene
- Life-span approach :
 - Frühe Kindheit 0 – 3 J. ; Schulkind : 4 – 12 J.; Jugendalter: ab 12 J
- Kinder sind **kompetente Individuen** mit einer individuellen (Bildungs-)Biografie.
- Kinder sind neugierig und kreativ und haben **Freude am Spielen und Lernen**.
- Kinder sind **Ko-Konstrukteure** ihrer Entwicklung und Bildung.
- Sie sind gleichwertige Mitglieder der Gesellschaft und haben **eigene Rechte**, etwa auf Bildung und Information, auf Meinungsäußerung sowie auf Ruhe, Freizeit und Spiel.

Der Paradigmenwechsel: Das Konzept der non-formalen Bildung

Merkmale des non-formalen Bildungskonzeptes:

- **Partizipation** : Die Beteiligung von Kindern an Entscheidungsprozessen fördert demokratisches Bewusstsein und Engagement.
- **Offenheit**: Kinder sind aktive Mitgestalter der eigenen Entwicklungs- und Bildungsprozesse
- **Freiwilligkeit**: Die Teilnahme des Kindes an non-formalen Bildungsangeboten hängt von der Entscheidung der Eltern ab (keine gesetzliche Schulpflicht).
- **Entdeckendes Lernen**: Das konkrete Tun steht im Vordergrund nicht die Vermittlung durch den Lehrenden.
- **Prozess-orientiertes Lernen**: Der Prozess steht im Vordergrund. Es bestehen keine Lerncurricula. Individueller Weg des Lernens, Aneignung und Sammeln von Erfahrungen.
- **Lernerzentriertheit**: Methoden und Zielsetzungen werden auf die teilnehmenden Kinder abgestimmt und an deren Bedürfnisse und Interessen angepasst.



27
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale

Discussion:

Tanja Tarrach, Sozialpädagogin des *Service d'éducation et d'accueil* Lënster Päiperlék (Junglinster) erläutert die konkrete Umsetzung des Konzepts der Partizipation im *Service d'éducation et d'accueil* Lënster Päiperlék. Das Konzept steht und fällt mit der Haltung der Erzieher und muss von allen mitgetragen werden.

Partizipation ist ein Prozess, der ein ständiges Ausdiskutieren und Abklären der Positionen auf Augenhöhe zwischen den Dialogpartnern (Kind-Pädagoge) und ein aufmerksames Beobachten und Zuhören seitens des Pädagogen erfordert.

So wurden z.B. Fragen wie die Inneneinrichtung oder der Speiseplan des *Service d'éducation et d'accueil* Lënster einer Neubewertung unterzogen und nach den Wünschen der Kinder abgeändert. Momentan ist auch eine Verfassung der Einrichtung in Ausarbeitung, die die Regeln in der Einrichtung, d.h. die Rechte und Pflichten der Kinder und der Erwachsenen festlegt. Des Weiteren wurde auch die Funktion des Gruppensprechers geschaffen. Hierbei vertritt ein Kind während drei Monaten die Interessen der Kinder seiner Gruppe.

Tanja Tarrach unterstreicht, dass Partizipation nicht mit Laisser-faire oder Laisser-aller gleichzusetzen ist und wohl klarer Grenzen bedarf.

28

FORUM 5

Strukturen politischer Beteiligung für Jugendliche. Jugendparlament, CNEL und Co

Außerhalb der Schulen können Jugendliche sich in vielen Gremien engagieren. Wer macht was ? Eine Übersicht.

Experte : Tania MATIAS (chargée de mission CGJL)

Public-cible : tous/toutes

Langue : luxembourgeois

Rapporteur: Christophe Brighi

29

Sommaire

1) Engagement à l'école

- Comités d'élèves
- Conférence Nationale des Elèves du Luxembourg (CNEL)

2) Engagement dans la société

- Organisations de Jeunesse
- Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL)
- Parlement des Jeunes

3) Champs d'action

- Dialogue structuré national
- Dialogue structuré européen

30

Les comités d'élèves

Droits et devoirs:

- Représente les élèves auprès de la direction et tout autre partenaire scolaire.
- Peut organiser, en dehors des heures de classe, une permanence pour permettre aux élèves de pouvoir contacter le comité.
- Stimule et organise des activités culturelles, sociales, sportives.
- Soumet à la direction un rapport annuel de ses activités, qui sera transmis au Ministère compétent.
- Affiche à un endroit fréquenté et désigné par la direction, tous ses rapports, communiqués ou autres documents.
- Peut former des commissions spéciales consultatives pour délibérer sur des questions qui intéressent les élèves.
- Peut formuler des propositions sur toutes les questions concernant la vie scolaire et le travail des élèves.

31

Conférence Nationale des Elèves du Luxembourg (CNEL)

Droits et devoirs

- Représente les élèves auprès du Ministre compétent et auprès de tous les autres partenaires scolaires nationaux.
- Peut formuler des propositions et des avis sur toutes les questions concernant la vie des élèves.
- Informe le Ministre sur des projets intéressant les élèves.
- Soumet un bilan annuel sur le fonctionnement des différents comités d'élèves.
- Peut former des commissions spéciales consultatives.

→ A travers les comités d'élèves, la CNEL représente les 40 000 élèves du Luxembourg.



CGJL



La CGJL est la plateforme des organisations de jeunesse du Luxembourg.

Elle compte 27 organisations divisées en quatre groupes:

- les organisations politiques;
- les organisations syndicales;
- les organisations Scouts et Guides;
- les organisations socio-éducatives et de loisir.

La CGJL, à travers ses organisations de jeunesse, représente plus de 40 000 jeunes.

A travers une multitude de projets et activités la CGJL propose aux jeunes des « espaces » pour s'échanger et pour débattre leurs idées et ainsi les aider à devenir des citoyens actifs!

Différents projets: Convention des jeunes (Jugendkonvent) / Rallye citoyen / Consultation nationale / Parlement des Jeunes...

33

Parlement des Jeunes

Le Parlement des Jeunes (PJ) est une plateforme où chaque Jeune âgé entre 14 et 24 ans et habitant au Luxembourg a l'occasion de discuter et débattre ensemble avec d'autres Jeunes sur des sujets qui les intéressent et qui touchent leur vie de tous les jours.



34

Dialogue structuré national

Le dialogue structuré est un instrument de participation politique des jeunes à la politique luxembourgeoise, qui a été mis en place en 2013 et qui vise à donner aux jeunes une possibilité de s'exprimer par rapport aux décisions politiques qui les concernent et à permettre aux acteurs politiques luxembourgeois d'entendre les avis des jeunes de vive voix.

Composition du comité élargi:
CNEL, CGJL, JP, EGMJ → avis

Comité interministériel jeunesse, CIJ
→ coordination, support et information

« Jugenddësch »

Présentation des résultats et échange direct entre les représentants des structures de jeunesse et les Ministres compétents

35

Dialogue structuré européen

Depuis 2010, le dialogue structuré européen permet aux jeunes de s'associer aux débats politiques européens et de dialoguer avec les décideurs.

Le dialogue se fait par cycles de 18 mois ; dans les États membres, il a lieu lors de consultations nationales ; au niveau européen, lors de conférences européennes de la jeunesse.

À l'issue de chaque cycle, les conclusions sont soumises au Conseil des ministres de la jeunesse, qui décide de les intégrer ou non dans les textes discutés.

Composition du Groupe de Travail National (GTN): CGJL, MENJE, SNJ, CIJ, JP

Consultation nationale : CGJL → consulte les jeunes à travers les organisations et projets
+ consultation en ligne pour tous les jeunes (organisés et non organisés) / CGJL + GTN → rapport national

Consultation européenne: échange d'idées entre les jeunes européens lors de conférences / Recommandations conjointes (jeunes et représentants ministériels) / Recommandations discutées lors du Conseil des Ministres de la Jeunesse → Feedback au GTN, à la CGJL et aux acteurs du processus

36

Questions relevées:

Quel âge et quel niveau d'études ont généralement les jeunes qui s'inscrivent au Parlement des jeunes?

- Au sein du PJ il y a des élèves de l'enseignement classique et de l'enseignement technique, même si la majorité des membres du PJ proviennent de l'enseignement classique. L'âge moyen réel des jeunes se situe entre 16 et 18 ans.
- Le PJ est une structure ouverte où tous les jeunes peuvent participer. Il est clair qu'une structure ouverte peut mener à des discordes internes.

Au sujet des comités des élèves:

Un constat est que beaucoup de comités d'élèves ne fonctionnent pas comme prévu. Un besoin de formation a été constaté.

37

VORTRAG I

Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg

Dipl.-Päd. Christiane MEYERS

Prof. Dr. Helmut WILLEMS

(INSIDE

Integrative Research Unit on Social and Individual Development
Uni.lu)

38

1. Begriffe und Verständnis

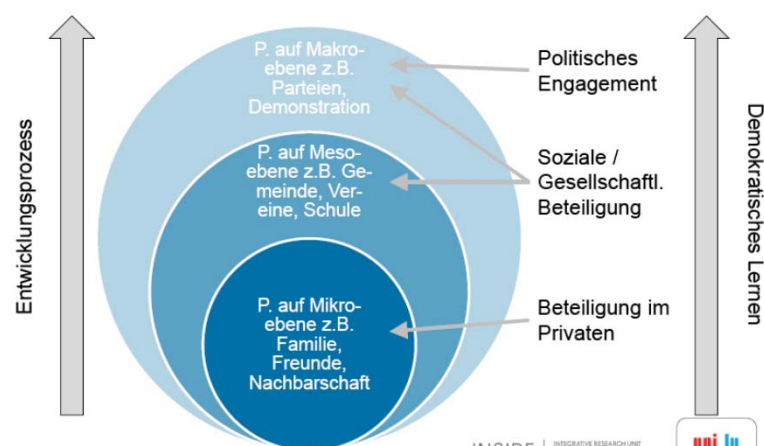
- Unterschiedliche Begriffe: Beteiligung, Partizipation, Engagement
- Verständnis der Partizipation:
 - Mitsprache in allen Lebensbereichen
 - Beteiligung an Verfahren
 - Erlernen von Abstimmungsprozessen
- Beteiligung von Kindern und Jugendlichen: Prozess und Ziel

INSIDE | INTEGRATIVE RESEARCH UNIT
ON SOCIAL AND INDIVIDUAL
DEVELOPMENT



39

2. Konzept der Partizipation



INSIDE | INTEGRATIVE RESEARCH UNIT
ON SOCIAL AND INDIVIDUAL
DEVELOPMENT



40

3. Partizipation im sozialen Nahfeld (Mikro-Ebene)

- Demokratisierung familiärer Beziehungen: vom autoritären Befehlshaushalt zum demokratischen Verhandlungshaushalt
- Durchaus hohe Mitwirkung in der Familie
 - Über die Hälfte der Jug. können mit Eltern diskutieren u. beteiligen sich an familiären Aufgaben; 38% beteiligen sich an familiären Entscheidungen (Wagener & Petry, 2002)
 - Mitwirkung höher bei älteren Jug., Mädchen und in oberen Bildungszweigen
- Keine Daten zur Beteiligung von Kindern



41

4a. Beteiligung und bürgerschaftliche Wissensvermittlung in der Schule (Meso-Ebene)

- ICCS-Studie (2009) bei Schülern der 8. Klasse (15-Jährige) (Burton & Houssemand, 2010)
- Wenige Beteiligungsmöglichkeiten in der Schule und wenige staatsbürgerliche Aktivitäten in Lux.
- Schlechtes Abschneiden der lux. Schüler im bürgerschaftlichen Wissen -> 25% Varianz durch familienbezogene Faktoren erklärbar
- Zusammenhang zwischen Beteiligung in der Schule und bürgerschaftlichem Wissen sowie politischer Beteiligung

INSIDE | INTEGRATIVE RESEARCH UNIT
ON SOCIAL AND INDIVIDUAL
DEVELOPMENT



42

4b. Soziale Beteiligung in Vereinen (Meso-Ebene)

- Nach verschiedenen rezenten Studien liegt die Mitgliedschaft der Jugendlichen in Vereinen auf nationaler Ebene zwischen 60% und 75%; lokal große Unterschiede
- Sehr unterschiedliche Vereinsbereiche: Sport, Freizeit/Jugend, Musik und Kultur, Feuerwehr und „Protection civile“, gesellschaftliche/politische Vereine spielen keine wichtige Rolle
- Vereinsmitgliedschaft bis zum Alter von 15 zunehmend, danach abnehmend
- Häufiger lux. Nationalität, Jungen, sozial höhere Herkunftsmilieus
- Im europäischen Vergleich: hohe Mitgliedschaft in Luxemburg → wichtige Integrationsfunktion und Potenzial für politische Beteiligung

INSIDE | INTEGRATIVE RESEARCH UNIT ON SOCIAL AND INDIVIDUAL DEVELOPMENT



43

4c. Gesellschaftliches Engagement in Vereinen (Meso-Ebene)

- Anteil der Engagierten in Vereinen liegt auf nationaler Ebene bei Jugendlichen zwischen 20% und 40%
- Generationenunterschiede: ältere Generation ist deutlich häufiger engagiert als jüngere Generation -> Lux. unterscheidet sich deutlich innerhalb 15 EU-Länder
- Engagement höher bei Jungen, bei älteren Jugendlichen, lux. Nationalität und höherer Bildung
- Zusammenhang mit Vorbildfunktion und Vernetzung der Eltern
- Segmentierung der Freizeit -> Jugendliche mit lux. Nationalität in Vereinen, Jugendliche mit ausl. Nationalität in Strukturen der Jugendarbeit

INSIDE | INTEGRATIVE RESEARCH UNIT ON SOCIAL AND INDIVIDUAL DEVELOPMENT



44

5. Politische Partizipation und politisches Interesse (Makro-Ebene)

- Distanz der Jugendlichen gegenüber der **traditionellen Politik**; Abnahme konventioneller Formen (Parteimitgliedschaft...)
- Zunahme der **unkonventionellen Partizipationsformen** (vielfältige Aktivität und Engagement; punkt. und selbstbestimmte Engagements, mit Aktionen und Projekten, Events und Demonstrationen)
- rückläufiges **Politikinteresse**, jedoch Akzeptanz der **Demokratie** und große Zufriedenheit; keine Ablehnung von **Wahlen** und hohe Wahlbereitschaft
- Vor allem soziale Herkunft und Bildungsstatus beeinflussen politisches Interesse und politische Partizipation
- Teile der jungen Generation wenig mit demokratischen Strukturen in L. vertraut ⇒ erfolgreiche soziale Integration und Bildung einer **zivilen und demokratischen Identität** innerhalb Luxemburgs erschwert
- aber: Partizipationsangebote, pädagogische Bildungsmaßnahmen, Projekte usw. erhöhen das politische Interesse, Kompetenzen und Beteiligung (Bsp: österreichische Erfahrungen)



45

6. Jugendspezifische Angebote der Partizipation

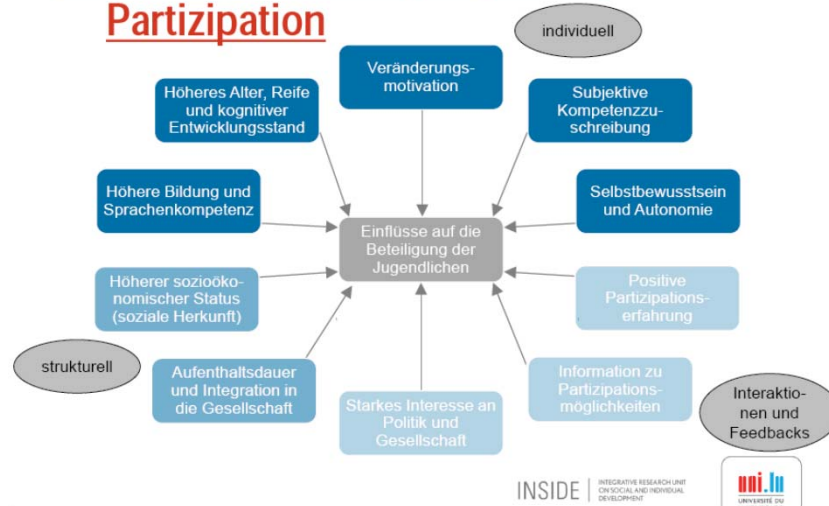
- Jugendparlament
- Kinder- und Jugendgemeinderat
- Jugendkommunalplan
- Jugendkonvent, Jugendtisch
- Jugendforum
- Schülercomité / Nationale Schülerkonferenz
- Freiwilligendienste
- Programm «Jugend in Aktion»
- Jugendarbeit und Jugendvereine
- Jugendspezifische Information (CIJ)



□ FAKULTÄT FÜR SPRACHWISSENSCHAFTEN UND LITERATUR, GEISTESWISSENSCHAFTEN, KUNST UND ERZIEHUNGSWISSENSCHAFTEN

46

7. Förderliche Bedingungen der Partizipation



47

VORTRAG II

Empfehlungen der Jugend an die Politik. Ergebnisse des *Dialogue structuré européen*.

Christophe BRIGHI
(chargé de mission CGJL)

48

EU-Jugendkonferenz Riga: Gemeinsame Schlussfolgerungen zu „Empowerment junger Menschen zur politischen Partizipation“

- **Eine Partizipationskultur an Schulen etablieren**

Die Mitgliedstaaten sollten an Bildungseinrichtungen Strukturen schaffen und stärken (z.B. Schülerräte oder -initiativen), die das Engagement von Schüler/innen ermöglichen und ihnen die Teilhabe an Entscheidungsprozessen im Schulsystem sichern.

Andere Formen des bürgerschaftlichen Engagements (z.B. ehrenamtliche Arbeit) sollten von Bildungseinrichtungen anerkannt werden, um eine Partizipationskultur zu etablieren.

49

Die Mitgliedstaaten sollten politische Bildung in die Lehrpläne aller Ebenen des formalen Bildungssystems integrieren oder weiterentwickeln und dabei die lokale, nationale und europäische Perspektive einbeziehen.

Lehrmethoden aus der non-formalen Bildung sollten in die formale Bildung integriert werden, um kritisches Denken zu fördern und junge Menschen unterschiedlicher Herkunft zu befähigen, Meinungen und Werte auszubilden und aktiv an der Gesellschaft teilzuhaben.

50

- **Junge Menschen in politische Entscheidungs-prozesse einbinden**

Um junge Menschen besser an demokratischen Prozessen zu beteiligen, werden die Mitgliedstaaten und lokale Behörden aufgefordert, Pilotprogramme zur Senkung des Wahlalters auf 16 Jahre aufzusetzen. Diese Programme sollten auf der lokalen Ebene ansetzen und durch eine angemessene Vorbereitung sowie durch qualitativ hochwertige politische Bildung begleitet werden.

- **Die Rolle der Jugendarbeit für politisches Empowerment aller jungen Menschen stärken**

Die Förderung der politischen Partizipation basierend auf Werten wie Vielfalt, Menschenrechten, Demokratie und kritischem Denken ist eine wesentliche Rolle der Jugendarbeit. Diese Rolle sollte von der Europäischen Kommission und den Mitgliedstaaten gestärkt sowie gesellschaftlich und politisch anerkannt werden. Deshalb sollte die Jugendarbeit die notwendigen Ressourcen, Unterstützungsstrukturen und formale Anerkennung erhalten.

51

- **Jugendgerechte Tools zur politischen Partizipation entwickeln**

Um den Zugang junger Menschen zu Informationen sicherzustellen und ihnen Gelegenheit zu geben, Erfahrungen mit Online-Tools für politische Partizipation zu sammeln, sollten die Mitgliedstaaten sicherstellen, daß Lehr- und andere Fachkräfte, die mit jungen Menschen arbeiten, Schulungen zum Vorhandensein solcher Tools erhalten.

Private und öffentliche Organisationen sollten junge Menschen in die Entwicklung, Umsetzung und Überwachung von Online-Tools für die politische Partizipation junger Menschen einbeziehen.

52

Warum ein strukturierter Dialog mit jungen Menschen und wofür ?

Kurz & Knapp: Strukturierter Dialog bedeutet, dass...

- sich Jugendliche und politische Entscheidungsträger/innen auf Augenhöhe austauschen;
- ein wichtiger Beitrag zur Entwicklung der Jugendpolitik geleistet wird;
- die Ergebnisse festgehalten, zusammengeführt und direkt an die politischen Entscheidungsträger auf lokaler, regionaler, nationaler und europäischer Ebene weitergeleitet werden;
- Politik und Verwaltung die Anliegen junger Menschen ernst nehmen und bei politischen Entscheidungen miteinbeziehen;



www.dialog.lu

53

ATELIER I

Ein 'Zentrum für politische Bildung' für Luxemburg!

Questions clés / Leitfragen:

- *Warum braucht Luxemburg ein 'ZfpB'?*
- *Welche Aufgaben und Kompetenzen sollen dort angesiedelt sein?*
- *Welche Voraussetzungen und Wege sind für ein nationales Netzwerk zu schaffen?*

Modérateur : Nico MEISCH (MENJE, Département enfance et jeunesse)

Experte : Sabine DENGEL (Bundeszentrale für politische Bildung/bpb Bonn)

Rapportrice: Renée Wagener

54

Frage: Wie könnte eine Zentrale für politische Bildung arbeiten?

Antwort:

Idea store

- ein Gebäude indem es didaktisches Material und Räume gibt,
- Leute mit *Know How*,
- Angebote in pädagogischen Bereichen,
- Lehrerweiterbildung,
- Materialien, Service.

Vernetzung und Anbindung

- Wir werden in Luxemburg einen kleinen Apparat haben. Die Gefahr dass dieser das Feld vollkommen besetzen wird, besteht eher nicht.
- Luxemburg hat gute Kompetenzen in der Vernetzung
- Koordination ist wichtig, Aufträge an bestehende Strukturen weitergeben.

55

- Wir haben schon andere Akteure, die das Terrain besetzen: Jugendkonferenz, *Centre information jeunes*, Jugendparlament, die aber auch eingebunden werden sollen.
- Bestandsaufnahme von dem, was es schon gibt an Strukturen, Projekten, Programmen (auch in der Schule).
- Zentrale soll Zusammenarbeit fördern und Projekte anderer Träger unterstützen.

Netzwerkpflege, Sammeln von *Good Practices*

(Deutschland: Träger werden geprüft, ob sie förderwürdig sind)

Wie kann eine Zentrale unterschiedliche Zielgruppen bedienen?

für unterschiedliche Zielgruppen unterschiedliche Angebote

- Was machen wir mit Migranten und Politikfernern?
- Deutschland: BPB macht auch eigene Projekte direkt für Jugendliche

Wie kann Unabhängigkeit garantiert werden?

- Politische Bildung muss pluralistisch ausgerichtet sein: mit Zivilgesellschaft zusammenarbeiten
 - Man muss sich darauf einstellen, Einseitigkeit vorgeworfen zu bekommen oder sonst Kritik zu bekommen.

56

- Unabhängigkeit der Zentrale muss abgesichert sein
 - eine klare Aufgabenbeschreibung (Erlass, Charta)
 - Die Politik muss Mittel bereitstellen: finanziell und Personal
 - Keine Vorgaben von Politik, sondern überparteilich
 - BPB: Beirat (wissenschaftlich) und Kuratorium (Politik)
 - Zivilgesellschaft stark durch Zusammenarbeit in Projekten eingebunden
- Luxemburg: Gefahr, dass Pluralismus mit Parteienrepräsentation verwechselt wird

Wie findet man die brennenden Themen der Zeit? Wer entscheidet, welche Themen behandelt werden müssen?

Bsp. Luxemburg: Referendum -> versuchen, mit allen beteiligten Gruppen im Vorfeld zu sprechen

- Wahlrecht mit 16: Haltung der Jugendlichen kennenlernen
- Deutschland: Alle ReferentInnen können eigene Akzente setzen.
Aufnehmen, was politisch und gesellschaftlich diskutiert wird, welche Bücher gelesen werden.

Eine Behörde muss „zuhören“, damit sie ihre Angebote anpassen kann.

Name der Zentrale?

keine Zentrale, die *Topdown* suggeriert

57

ATELIER II

Statt nur Fachlehrer und Kinderhüter : neue Erzieher- und Lehrer/innen braucht das Land!

Questions clés / Leitfragen:

- *Wie können wir zur Demokratie erziehen?*
- *Was können Betreuungsstrukturen und Schulen zur politischen Bildung beitragen?*
- *Welche Kompetenzen brauchen Erzieher und Lehrer, um dieses Ziel erreichen zu helfen?*

Modérateur : Luc WEIS (MENJE, Bureau des politiques éducatives)

Rapporteur: Guido Lessing

58

Wie können wir zur Demokratie erziehen?

Demokratie kann letztendlich nur im demokratischen Kontext erlernt werden, indem Diskussion und Partizipation gelebt werden. Dazu gehören die Möglichkeit, in der Gruppe gemeinsame Regeln zu erstellen (z.B. in Form einer Schulcharta), die Bereitschaft, Verantwortung zu übernehmen (z.B. Reinigungsdienste, Peermediation, Abstimmung über Einführung von Semestern) und die Notwendigkeit, vorurteilsfrei aufeinander zuzugehen. Im schulischen Kontext tauchte die Forderung auf, letztendlich die klar festgesetzten Grenzen des Fachunterrichts aufzubrechen, was sich bis dato an der herkömmlichen Organisation der Schule stößt.

Was können Betreuungsstrukturen und Schulen zur politischen Bildung beitragen?

Übertragen auf die Betreuungsstrukturen und Schulen bedeutet dies zunächst einmal, inhaltliche Freiräume zu schaffen, die es den Lernenden erlaubt, Interessen zu artikulieren, zu verfolgen und sich aus einem zu engmaschigen Programmkorsett zu befreien. Institutionen der Politischen Bildung müssen zu einer Kultur der Debatte und der Verantwortung ermuntern und in einem weiteren Schritt Handlungskompetenzen vermitteln. Organisatorisch sind Schnittstellen zwischen Schulen und sonstigen Erziehungseinrichtungen wünschenswert, die auch die Strukturen der non-formaler Bildung umfasst.

59

Welche Kompetenzen brauchen Erzieher und Lehrer, um dieses Ziel zu erreichen?

Eine Öffnung der Schule und seiner Akteure zu mehr Demokratie setzt sowohl individuelle Flexibilität voraus als auch die Bereitschaft zum Teamwork, wenn beispielsweise die Grenzen des klassischen Fachunterrichts gesprengt werden sollen. Da eine Öffnung des Unterrichtsgeschehens auch immer mit Unsicherheiten verbunden ist, gilt es, den damit einhergehenden Kontrollverlust auch auszuhalten. Insgesamt wird eine Öffnung zu einer veränderten Lehrerrolle führen müssen, die die Begegnung unter Gleichen (Lehrende als Moderatoren und Lernenden) möglich macht.

60

ATELIER III

Raus aus der Schule, rein ins Leben!

Questions clés / Leitfragen:

- *Warum sollten Jugendliche partizipieren?*
- *Wie kann man Jugendliche zur Partizipation motivieren?*
- *Was bietet der neue Bildungsrahmenplan?*

Modérateur : Jean-Marie KIEFFER (MENJE, SCRIPT-INNO)

Expert : Claude BODEVING (MENJE, Service national de la Jeunesse SNJ)

Rapportrice: Anouk Kopriwa

61

Warum sollten Jugendliche partizipieren?

❖ Die Zukunft gestalten

- Jugend als Zukunft von innovativer Gesellschaft
- Entscheidungen von heute haben Einfluss auf ihr Leben als Erwachsene
- Weil sie Experten ihrer selbst sind; wo liegen die Bedürfnisse, Probleme... die sie betreffen? (z.B. Wohlstand zu gewährleisten)
- selbst Veränderungen herbeiführen

❖ Demokratie lernen

- Rechte / Pflichten kennen
- Um zu lernen, ein verantwortungsbewusster EU-Bürger zu werden
- Um festzustellen, wie die Gesellschaft und ihre Struktur funktioniert
- Realisierung von Demokratie
- Integration in die Gesellschaft

❖ Persönliche Entwicklung

- Nicht nur konsumieren und „meckern“ sondern die Gesellschaft mitgestalten
- Selbstbehauptung / Selbstwert
- Selbstfindung
- Vorbereitung auf das Leben als Erwachsener
- „Empowerment“ / Selbstwert steigern

62

Wie kann man die Motivation zur Partizipation bei Jugendlichen fördern?

❖ Information

- Informieren → „Entdecke die Möglichkeiten“
- Nähe / Betroffenheit zur Thematik gewährleisten
- Jugendgerecht sprechen, schreiben, informieren

❖ Wertschätzende Haltung

- Streitkultur leben, erleben, vorleben → Konsequenzen respektieren
- Mitspracherecht geben / anhören
- Indem man Wert auf ihre Meinung legt, sie wertschätzt

❖ Progressiv Beteiligung lernen

- Durch progressives Einbinden, dem Jugendlichen seine Wirksamkeit beibringen
- Von klein auf beteiligen lassen
- Themen den Zielgruppen anpassen und damit schmackhaft machen
- Schon als Kind den Wissensdurst erwecken (Lust sich zu informieren)

❖ Auswirkungen erkennen

- Der Jugendliche muss Ziele / Resultate sehen
- Wenn man sie ernst nimmt und nicht nur fragt, sondern es auch umsetzt
- Haltungsänderungen in Gesellschaft bewirken
- Vorschläge der Jugendlichen schnellst möglichst umsetzen (nicht 3 Jahre warten)

63

Was bietet der neue Bildungsrahmenplan?

❖ Wissen aufbauen

- Verbalisierung (liefert eine klare Beschreibung)
- Gibt eine Struktur vor
- Bietet klare Zielsetzungen
- Erweiterung des Verständnisses/ des Wissens
- Wissen durch Interesse
- Aktionsfeld erweitern und neue (pädagogische) Ideen entdecken und lernen
- Sachen hervorheben und aufwerten, ins Programm integrieren

❖ Best practices

- Konkrete Handlungsfelder zur Qualitätssicherung
- Projekte / Best practices
- Gesamtstrategie wird erkennbar / Erfahrungsaustausch ermöglicht

❖ Kompetenzen fördern

- Förderung der Partizipation, Mitgestaltung, Beteiligung
- Aufwertung der Jugendlichen
- Sozialkompetenzen entwickeln
- Kritikfähigkeit
- Partizipation: frei und ohne Zwang

64

ATELIER IV

Kita - kleinste politische Einheit!

Questions clés / Leitfragen:

- *Ab wann kann man Kleinkinder „partizipieren“ lassen?*
- *Wie kann man sie an Entscheidungsprozessen beteiligen?*
- *Was brauchen Betreuungstrukturen, um den Herausforderungen erfolgreich zu begegnen?*

Modérateur : Danielle PISHVAIE (MENJE , Service de l'éducation et de l'accueil)

Expert : Manuel ACHTEN (MENJE, Service de l'éducation et de l'accueil)

Rapporteur : Götz Empel (MENJE, Service de l'éducation et de l'accueil)

65

1) Ab wann kann man Kleinkinder „partizipieren“ lassen?

Die Teilnehmer befanden, dass man sie unter Berücksichtigung des Entwicklungsstandes des Kindes vom Säuglings- bzw. Kleinkindalter an partizipieren lassen kann.

2) Wie kann man sie an Entscheidungsprozessen beteiligen?

Die Teilnehmer kamen zu dem Schluss, dass dies auf folgende Art und Weise erreicht werden kann:

- durch Beobachten, Zuhören, Fragen
- durch Anpassung der Sprache und des Materials an den Entwicklungsstand des Kindes
- durch einen Dialog auf Augenhöhe
- durch die Haltung des Pädagogen: Vertrauen in die Fähigkeiten des Kindes, Respekt, Feinfühligkeit, Empathie
- durch Beachtung folgender Grundsätze: den Kindern Raum geben und Zeit lassen
- durch Transparenz in den Entscheidungsprozessen, gegenüber dem Kind, dem Team und den Eltern
- indem man Kind die Möglichkeit gibt, mit allen Sinnen zu erfassen (Essenssituation/ Verzehr aus garteneigenem Anbau).

66

3) Was brauchen Betreuungsstrukturen, um den Herausforderungen erfolgreich zu begegnen?

- Der strukturelle Rahmen muss transparent und stimmig sein: nationaler Bildungsrahmenplan, institutionelles Konzept.
- Das Konzept muss transparent für alle Beteiligten sein.
- Vorbereitungszeit
- Reflexionszeit und Reflexionsbereitschaft
- Die Kohärenz im Team muss stimmen.
- Weiterbildung
- Erziehungsbeteiligung der Eltern bzw. Erziehungspartnerschaft zwischen Eltern und Pädagogen.

67

Praxisbeispiel der Kindertagesstätte „Zwergenland“:



<https://www.youtube.com/watch?v=paePQVezm-4>

68

ATELIER V

Schule demokratisieren!

Questions clés / Leitfragen:

- *Wie kann man in einer „Diktatur“ Demokratie erfahrbar machen?*
- *Wie kann man Schülervertretungen mehr Wirksamkeit verschaffen?*

Modérateur : Roger ROTH (Directeur du Lycée Nic-Biever, Dudelange)

Expert : Matthias BUSCH (Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum)

Rapporteur : Patrick Bichel MENJE, SCRIPT-INNO)

69

1. Wie kann man in einer “Diktatur” Demokratie erfahrbar machen?

- Frage => Komplexität: eine Antwort unmöglich
- Demokratie erfahrbar machen bedeutet
 - Partizipation ist ein Recht, aber wie funktional in die Schule einbauen?
 - Partizipation weit möglichst zu fassen “breit denken”:
es soll eine “Kultur” dafür entstehen
 - Lehrerbildung (als Lehrer ein Bewusstsein haben, wo Partizipation erfahren und demokratische Kultur „erlernt“ werden kann)
 - Infos für Schüler (Schülervertretungen)

Bemerkungen:

- Schule wirkt vielleicht “diktatorisch” (es gibt eine Hierarchie), aber nicht “willkürlich”.
- Partizipation ist eine Zumutung aber es lohnt sich (es bedeutet allerdings auch nicht die Schüler zu „pampern“ zu sehr zu „behüten“).

70

2. Wie kann man Schülervertretungen mehr Wirksamkeit verschaffen?

Feststellung: partizipative Strukturen (Gremien) in der Schule gibt es (per Gesetz). Ein Bewusstsein dafür entwickelt sich momentan.

Voraussetzungen:

- Bewusstsein schaffen für "Partizipation" von Kindheit an
 - Regeln und Befolgen von Regeln
 - Partizipation = Verantwortung übernehmen können (muss gelernt sein)
durch "Formation" Schüler & Enseignants
- ⇒ Vademecum: Guidelines, best practices
⇒ Strukturen? Rollen z.B. was ist "Begleitung"?

Was ist zu tun?

- Bedürfnisanalyse: was brauchen Schüler und was soll eine Schülervertretung tun?
- Harmonisierung der Information für Schüler, Lehrer bezüglich Demokratieverständnis und partizipativer Strukturen

71

ATELIER VI **Deviens citoyen !**

Questions clés / Leitfragen:

- *L'élève « devient » - il ou « est » - il citoyen?*
- *Quels moyens a-t-on pour faire participer les élèves ?*
- *Quels éléments des écoles UNESCO peuvent être transférés vers d'autres écoles ?*

Modératrice : Arlette LOMMEL (inspectrice EF)

Expert : François AUDIGIER (Professeur honoraire, didactiques des sciences sociales, Université de Genève)

Rapporteur : Georges Paulus (MENJE, Service de l'enseignement secondaire et secondaire technique)

72

1. L'élève « devient » - il ou « est »- il citoyen?

- Au sens *stricto sensu* la question est obsolète : A sa naissance, l'élève naît citoyen en droit, donc il est citoyen.
- Dans un sens plus large, la qualité de citoyen s'acquiert par un apprentissage progressif.
- Cet apprentissage est lié au développement et à l'âge de l'enfant.
- L'élève devient citoyen grâce ou malgré le système dans lequel il est.
- La citoyenneté est liée à l'acquisition de compétences spécifiques, dans les domaines langagier, scolaire, intellectuel, social et politique.
- La citoyenneté s'acquiert; elle contribue au nivellement des inégalités de départ des jeunes.

2. Quels moyens a-t-on pour faire participer les élèves ?

- Les formes et les pratiques de participation doivent commencer dès le plus âge.
- Il faut veiller à créer un lien entre l'école et la famille.
- L'éducation citoyenne est un tout : Les acteurs de l'éducation formelle et de l'éducation non-formelle doivent collaborer.
- A l'école, des temps et des espaces bien définis permettent aux élèves d'exercer leur participation.

73

- Des structures participatives sont à développer à plusieurs niveaux (conseils de classe, parlements d'élèves, programmes anti-mobbing,...)
- L'école doit créer des lieux d'échange, de réflexion, de concertation sur des décisions qui concernent les jeunes.
- Pour l'apprentissage de la démocratie la classe doit se créer en communauté.
- L'apprentissage de la prise de décision est un élément central dans le vivre ensemble.
- Au secondaire, le comité d'élèves améliore la possibilité de participation des élèves dans la vie scolaire.
- Des visites (internes et externes) en relation avec la politique contribuent à la formation politique.
- La diffusion de l'information constitue un moment privilégié pour impliquer les élèves.
- Une attitude critique vis-à-vis de l'information et des médias est à développer.
- La maîtrise du discours et de la rhétorique sont des compétences à privilégier pour l'organisation des débats.
- Une formation continue adéquate est nécessaire pour les acteurs encadrants.
- En cas de conflit, une tierce personne ou un médiateur constituent des personnes neutres dans la recherche de solutions.

74

3. Quels éléments des écoles UNESCO peuvent être transférés vers d'autres écoles ?

- En principe, tout est transférable, mais en particulier il faut privilégier
 - l'échange, la réflexion entre les écoles pour créer un réseau d'écoles et d'idées
 - la collaboration entre des écoles nationales et internationales
 - le fait de mettre un accent sur la compréhension interculturelle.
- Le label constitue une garantie de qualité importante.
- Il faut un contrôle de qualité en ce qui concerne l'éducation à la citoyenneté.

<http://www.unesco.org/new/fr/education/networks/global-networks/aspnet/>

<http://www.men.public.lu/fr/publications/systeme-educatif/cen/cens/reseau-ecoles-unesco/index.html>



75

ATELIER VII

Parteien, Gewerkschaften, Medien und NGOs Kraftquellen der Zivilgesellschaft!

Questions clés / Leitfragen:

- *Welche Rolle spielen Parteien, Gewerkschaften, Medien und NGOs in der politischen Bildung?*
- *Was brauchen sie, um ihrer Aufgabe gerecht zu werden?*

Modérateur : Maurice MOLITOR (Chambre des Députés, Service des relations publiques)

Expert : Thomas GOLL (TU Dortmund, Gesellschaft für Politikdidaktik, politische Jugend- und Erwachsenenbildung GPJE)

Rapportrice: Linda Tholl (MENJE, SCRIPT-INNO)

76

1. Welche Rolle spielen Parteien, Gewerkschaften, Medien und NGOs in der politischen Bildung?

- Parteien und Gewerkschaften fehlt der Mut, kritisches Denken zu fördern, politische Bildung zu machen (die Jugend stellt zudem keine Wählerstimmen dar; Jugendsektionen der Gewerkschaften sind wenig bekannt).
- NGOs stehen für die attraktiveren Themen.
- Akteure sollen kritisches Denken vermitteln, nicht nur Informationen weitergeben (ggf. klare Positionen beziehen – wobei dann bei der Vermittlung auf Kontroversen geachtet werden soll, nicht eine Seite soll den Vorrang haben).
- Medien sollen neutral sein, dennoch fehlt momentan die freie Bühne für Jugendorganisationen u.a. (nur für Parteien).
- Die "richtigen" Themen auswählen, die junge Menschen ansprechen - am besten sollten die Jugendlichen die Themen selbst auswählen!

77

2. Was brauchen sie, um ihrer Rolle gerecht zu werden?

- Mehr Mut
- Aber: Die Medien machen bewusst Politik und es ist gefährlich, ihnen diese Aufgabe/Mittlerrolle zu geben (Mediokratie, Politainment).
- Finanzielle Mittel und Unabhängigkeit, pädagogisches und inhaltliches Know-how
- Reaktivität (schnell auf Themen reagieren)
- Klar definierter Rahmen (im Konsens) in dem politische Bildung durch Zivilgesellschaft in der Schule stattfinden kann/darf?
- Der Zugang zu den Jugendlichen läuft NUR über die (richtigen) Themen!
- Netzwerke als Brücke zwischen formaler und non-formaler Bildung
- Gemeinsamer Auftrag zur Basis-Informationsvermittlung
- Die Austauschplattformen sind eigentlich schon da: Facebook u.a.

78

Références bibliographiques:

- Beer, Wolfgang/Cremer, Will/Massing, Peter (Hrsg.): Politische Erwachsenenbildung. Ein Handbuch zu Grundlagen und Praxisfeldern. Schwalbach/Ts. 1999
- Service national de la jeunesse: Jugendliche im öffentlichen Raum. Luxembourg 2013.
- Burton, Reginald/Houssemand, Claude: ICCS (International Civic and Citizenship Education Study): Rapport national Luxembourg. Luxembourg 2010
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (Hrsg.): Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg. Luxembourg 2011
- Hausman, Pierre: *Les valeurs politiques: déclin ou continuité?* Les cahiers du CEPS/INSTEAD – population & emploi (17), 1-20. Luxembourg 2011
- Ministère de l'Education nationale et de la formation professionnelle (Hrsg.): 60^e anniversaire du réseau des écoles associées de l'UNESCO. Luxembourg 2013.

79



Introduction

Bourse des idées

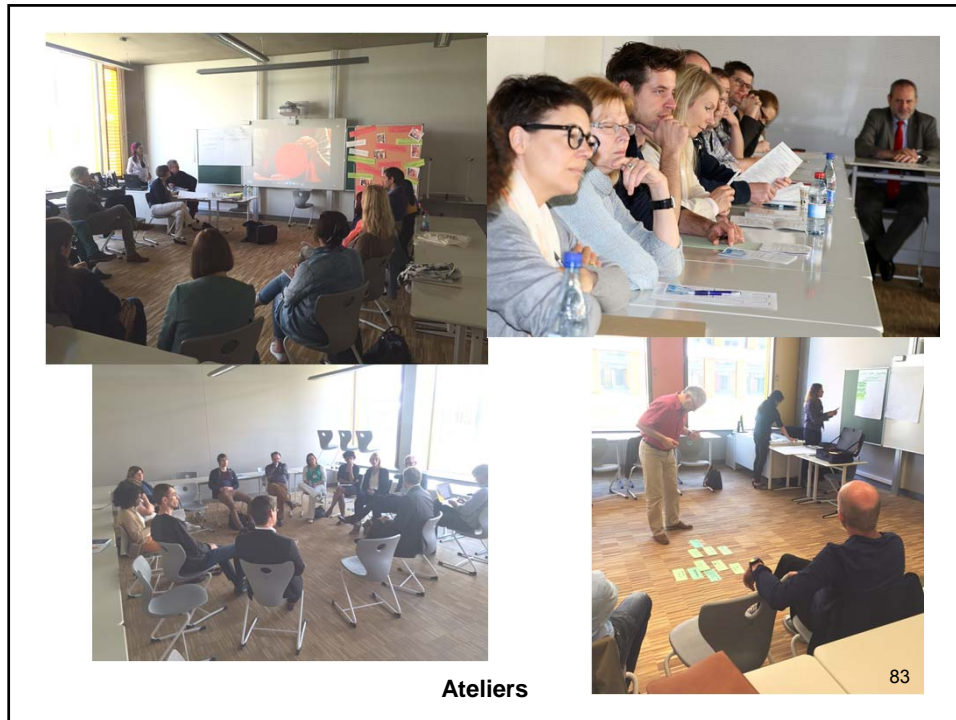


81

Présentations



82



Ateliers

83



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse
Service de coordination de la recherche
et de l'innovation pédagogiques
et technologiques

Nous tenons à remercier tous les
intervenants et particulièrement les
experts/expertes et les
rapporteurs/rapportrices.

Michèle Schilt
Marc Schoentgen
Coordinateurs pour l'éducation à la citoyenneté
MENJE, SCRIPT-INNO

84